



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination, des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'Environnement et de l'Utilité publique

ARRÊTÉ

du **2 JUL. 2019**

mettant en demeure  
la société EMAILLERIE RHENANE à INGWILLER de respecter les dispositions  
de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 réglementant ses installations

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet de la région Grand Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 réglementant l'activité de l'émaillerie ;
- VU le rapport de constats de non-conformités en date du 17 mai 2019 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le jour de l'inspection, il a été constaté que :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un bilan sur l'ensemble des rétentions du site ;
- le réseau des eaux pluviales n'est pas équipé d'un dispositif d'obturation ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des non-respects des dispositions des articles 21.2, 21.3 et 34 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 susvisé ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## A R R Ê T E

**Article 1<sup>er</sup>** : La société EMAILLERIE RHENANE dont le siège social est situé route de Bouxwiller 67340 INGWILLER, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de sa société sise route de Bouxwiller à INGWILLER, dans un délai de trois mois, les prescriptions des articles 21.2 et 21.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 reprises ci-après :

Article 21.2 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 – Capacité de rétention

*« Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.*

*Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ».

Article 21.3 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 1994 – Confinement des eaux

*« Les eaux d'extinction d'incendie doivent pouvoir être confinées ... À cette fin, le réseau des eaux pluviales est équipé d'un dispositif d'obturation ».*

**Article 2** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3** : Le Sous-préfet de Saverne, le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société EMAILLERIE RHENANE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire d'Ingwiller.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

  
Nadia IDIRI

**Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix-BP 51038– 67070 Strasbourg Cedex)) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.